

Rédaction - Administration :
2, rue Richard-Lenoir,
93100 Montreuil.

Tél.: 808-00-80 à 84.
Télex : PRENO A 211 628 F.

Edité par la SPN
(Société de presse nouvelle).

Directeur de la publication : Alain Bobbio.
Numéro de la Commission paritaire : 46722
Imprimé par Rotographie.

rouge

JEUDI
26 AOUT 1976

Belgique 15 FB
Grèce : 20 drach
Italie : 300 lire
Portugal : 15 esc
Suède : 2,25 Ks.
Suisse 1 FS

GISCARD PREMIER MINISTRE...

• Chirac démissionne et Giscard appelle Barre au poste de premier ministre

C'est Jean-François Poncet, secrétaire général de la Présidence qui, le premier, a rompu le silence officiel qui planait sur le destin politique de Jacques Chirac, par la lecture d'un communiqué annonçant la démission du gouvernement et, par voie de conséquence, de celle de son chef. Et c'est justement par rapport au ton rituel du communiqué, où il était question, entre autres banalités, de « remerciements » au premier ministre et aux membres du gouvernement, que la déclaration de Chirac a surpris par sa sécheresse et sa brièveté. En effet, quelques instants plus tard, Jacques Chirac expliquait sa démission en ces termes : « Je viens de remettre la démission de mon gouvernement au président de la République, je l'avais préalablement informé de mon intention.

En effet, je ne dispose pas des moyens que j'estime aujourd'hui nécessaires pour assumer efficacement mes fonctions de premier ministre et dans ces conditions, j'ai décidé d'y mettre fin. Je vous remercie ».

La crise était rampante, elle éclate aujourd'hui spectaculairement. Après avoir subi les assauts du mouvement ouvrier en mai 68, la 5^e République connaît aujourd'hui ses premières convulsions dans un corset institutionnel qui s'avère mal adapté au problème de l'heure.

Face à la classe ouvrière, le Général De Gaulle avait réussi à stabiliser le régime en utilisant son prestige personnel et un parti gaulliste qui sut s'en servir pour s'implanter dans le pays. La bourgeoisie pouvait dormir tranquillement tant que le général anesthésiait la majorité des salariés.

Il fallut attendre 10 ans pour assister à la chute des illusions. Le départ de De Gaulle et la remontée des luttes ouvrières portèrent un coup fatal à l'unité de façade réalisée par la bourgeoisie. Le gaullisme sans De Gaulle a paru dès lors pour ce qu'il était : un parti de la grande bourgeoisie. Peu à peu sa base populaire se rétrécit et il s'en fallut de peu que le couperet ne tomba lors des dernières présidentielles.

Si l'UDR aujourd'hui permet à la majorité giscardienne d'exister, elle ne lui permet plus de gagner. En abandonnant, provisoirement, pense-t-elle, la tête du gouvernement, elle souhaite retrouver une nouvelle jeunesse dans une cure d'auto-nomie.

Quant à Giscard, il trouve ainsi l'occasion de faire porter ainsi sur l'ancien premier ministre les causes du discrédit du régime et il va s'efforcer d'élargir sa faible base sociale en ne dédaignant pas les appels du pied à la droite de la gauche.

L'échec de cette nouvelle politique est assuré d'avance car elle ne peut que ressembler à l'ancienne mais avec des moyens plus limités. L'UDR quitte le gouvernement, mais pas le pouvoir, elle reste majoritaire au Parlement et dans l'appareil d'Etat, elle représente une force sociale sans commune mesure avec les républicains indépendants ou les réformateurs divisés.

Dans ces conditions Giscard ne peut que s'ef-

forcer d'en appeler directement à l'opinion en passant par-dessus les partis. Pour cela il descend dans la mêlée

ce qui réussit avec De Gaulle, échouera avec Giscard, le bonaparte aux petits pieds.

La nomination de ce nouveau gouvernement ne peut être que transitoire avec à la clef un appel aux urnes (élections anticipées ou référendum), qui pourrait amoindrir les déchirements internes de la majorité et limiter les coups bas que ces messieurs ne vont pas manquer de s'offrir.

Il n'y a pas et il ne peut y avoir malgré la volonté de Giscard, création d'une 6^e République, mais il y a tout simplement une 5^e République malade et incurable.

Pour les travailleurs, le combat reste le même. Déjà les premières mesures du conseil des Ministres vise à augmenter les impôts de 75 au nom de la solidarité nationale pour les agriculteurs. Air bien connu. Giscard, hier soir à la télévision a réprécisé sa couleur : lutte contre l'inflation et sécurité des français. En termes concrets : austérité et matraque. Pour mener cette politique, il exige les pleins pouvoirs et trouve Chirac trop indépendant. Cette leçon mérite méditation pour les tenants du programme commun, qui respectueux des institutions, sont prêts à garder Giscard à la présidence.

Aujourd'hui le mouvement ouvrier devrait se féliciter du spectacle que nous offrent les politiciens bourgeois. L'UDR grogne et piaffe, ce n'est certainement pas le moment de lui tendre la main au nom de « l'indépendance nationale » comme certains à gauche seront tentés de le faire. Une autre alternative est possible, s'appuyer sur la classe ouvrière pour renverser Giscard et son ombre. Le PC et le PS doivent des candidats offensifs au pouvoir. Les institutions de la 5^e République prennent l'eau, l'équipage se dispute le gouvernail, il est grand temps d'en finir et pour de bon.

Alain Krivine

Et c'est à 18 H 05, que le nom de Raymond Barre, a été officiellement connu comme celui du nouveau premier ministre.

Raymond Barre, âgé de 52 ans, est un universitaire, et spécialiste de haut niveau en matière économique, plus particulièrement monétaire. Il était membre du gouvernement démissionnaire, au portefeuille du Commerce extérieur, « sans étiquette politique ». Il n'occupe aucune fonction élective.

Monsieur R. Barre, premier ministre, a déclaré « qu'il avait l'intention d'exercer la fonction de premier ministre dans la plénitude de ses attributions ».

Conformément à la Constitution, le nouveau premier ministre doit maintenant effectuer les consultations nécessaires à la formation du gouvernement qu'il devra soumettre à l'approbation du président de la République. A ce propos, il a déclaré qu'il « espérait » avoir constitué son gouvernement avant samedi.



JE VOUS PRÉSENTE
MON NOUVEAU
BARRE-MAN

Cher pétrole

Décidément, ce gouvernement remanié aura bien des pilules à faire avaler. Déjà le dernier train de hausses (PTT, RATP, loyers, tabac, médecins) avait bien malmené l'indice des prix.

Et voilà qu'aujourd'hui, on annonce une hausse des tarifs pétroliers. Le super à 2 francs ; 1,86 francs pour l'ordinaire ; 0,71 francs pour le fuel domestique.

Les hausses prévues, s'ajoutant à celles qui ont déjà eu lieu, ne manqueront pas de se répercuter sur l'indice des prix. Le gouvernement avait claironné avec celui de juin (plus 0,4 %). La note risque d'être moins aigüe à l'annonce de celui de juillet qui serait de plus 0,7 %. Le couac aura lieu lorsqu'on connaîtra celui du mois d'août qui s'annonce encore pire.

Le nouveau premier ministre qui est, paraît-il un technicien de l'économie connaît-il aussi la musique ?

• Sécheresse : plus d'endettement pour les paysans, plus d'impôt pour les travailleurs...

les solutions

du gouvernement

LIRE PAGE 5

IRLANDE: ETAT D'URGENCE DANS "L'ETAT LIBRE"

LIRE PAGE 2



IRLANDE

Le gouvernement décrète l'état d'urgence **ETAT D'EXCEPTION DANS «L'ETAT LIBRE»**

Dublin, le 25 août de notre correspondant

Incapable de faire face à la crise économique, marquée par l'inflation et le chômage et se trouvant en difficulté pour imposer aux syndicats un blocage des salaires, le gouvernement de «l'Etat libre» vient de décréter l'état d'urgence et demande aux députés de voter des lois d'exception.

Prenant prétexte de la mort de l'ambassadeur anglais, le gouvernement a décidé de renforcer l'arsenal répressif contre les organisations républicaines. Si les députés votent l'ensemble du projet gouvernemental, il sera désormais possible à la police politique et à l'armée de détenir sans inculpation tout suspect pour une période de sept jours. La police aura les mains libres pour perquisitionner et arrêter dans tout le territoire. Appeler à soutenir implicitement ou explicitement une organisation illégale, deviendrait un délit pouvant entraîner dix ans de prison. Le gouvernement pourrait mettre en place une cour spéciale criminelle disposant de tout l'arsenal répressif, et pouvant juger sans délit et condamner sur simple présomption d'un policier.

L'appartenance à une organisation illégale est passible de deux à sept ans, la participation à un meeting interdit de trois mois à un an, la possession du plan d'une caserne ou d'une prison suffit à être condamné à deux ans de prison.

La forme du projet gouvernemental vise les organisations républicaines et surtout l'IRA provisoire. Jusqu'à présent l'expression publique de ces organisations était rendue possible par l'intermédiaire de leur presse, le Sin Fein provisoire



A Dublin (photo Abramovici)

(aile politique de l'IRA) publie un journal, qui malgré l'arrestation des responsables successifs de publication, pouvait paraître et se diffuser largement. Désormais le journal risque d'être interdit. Les nouvelles lois pourront permettre au gouvernement de franchir une nouvelle étape dans sa lutte contre l'IRA.

L'ampleur de ces nouvelles mesures rend vital pour le mouvement républicain et ouvrier irlandais la question de l'organisation d'une campagne accrue contre la répression. Jusqu'à présent l'IRA provisoire n'a pas véritablement mené de campagne efficace contre la répression. La lutte pour la défense des droits démocratiques et contre les arrestations au nord comme au sud, pour empêcher la pendaison des Murray, doit s'organiser en impliquant non seulement les organisations républicaines mais des secteurs plus larges possibles du mouvement ouvrier et en particulier syndical.

JAPON

Le 1^{er} ministre Miki mis en minorité par son parti

LE PATRONAT LE TROUVE TROP «GENTIL»

De notre correspondant
Tokyo, le 25 août

La crise du parti gouvernemental japonais, le Parti Libéral Démocrate, entre dans une nouvelle phase. Le heurt entre les fractions d'opposition du PLD et le premier ministre Takeo Miki est devenu ces derniers jours plus âpre. Les fractions d'opposition sont en effet majoritaires au sein du parti. Elles ont réuni une conférence des parlementaires du PLD, mardi, durant laquelle 266 députés sur les 391 du bloc gouvernemental ont demandé la démission de Miki. Le premier ministre et le secrétaire général du Parti Libéral Démocrate ont dénoncé cette réunion. 15 des 21 membres du gouvernement y assistaient pourtant.

L'affrontement qui se déroule actuellement au sein des milieux politiques japonais a de quoi surprendre. Il faut, pour le comprendre, se rappeler que le PLD, unique parti gouvernemental depuis plus de vingt ans, est devenu un parlement dans le parlement. Des fractions permanentes se sont constituées en son sein autour des principales personnalités politiques. Les grands débats échappent à la Diète, le parlement japonais. Ils sont réglés par le jeu des luttes de tendances internes au PLD. Or, l'actuel premier ministre, Takeo Miki, n'a jamais dirigé qu'une petite tendance très minoritaire. Il a été élu après la démission forcée de Tanaka, à cause de l'éclatement d'un premier scandale financier, fin 1974. Il a été choisi pour son utile réputation de probité... et parce qu'il était faible et n'inquiétait pas les deux véritables prétendants à la succession à la tête de l'Etat : Takeo Fukuda et Masayoshi Ohira. Mais le scandale des pots

de vin de la « Lockheed » est venu bouleverser les règles du jeu.

Le scandale « Lockheed » a d'abord renforcé la position du premier ministre en exercice. Les attaques conjointes dirigées contre lui à l'intérieur du PLD apparaissaient aux yeux de l'opinion publique comme des tentatives d'étouffer le scandale. L'arrestation de l'ancien premier ministre, Kakuei Tanaka, jetait dans le désarroi la plus importante des fractions du Parti Libéral Démocrate. Mais la poursuite de l'enquête mettait en cause les alliés de Miki. L'un des récents inculpés, Sato, est membre de la fraction du Secrétaire Général Nakasone. Plus grave, la « rumeur » publique annonce avec insistance que ce dernier pourrait être impliqué. Surtout, le patronat japonais a jugé que Miki, ballotté par les événements et cédant à la démagogie, était incapable de diriger les affaires du pays à travers les tempêtes politiques qui s'annoncent. De plus, les « barons » du régime lui en veulent de n'avoir pas su éviter l'arrestation de Tanaka et s'inquiètent de la multiplication des inculpations. Enfin, la libération sous caution de Takeo Tanaka a rendu une direction à sa fraction.

Le patronat faisait clairement savoir, dès la fin juillet, ce qu'il pensait de Miki par la bouche du président de la Nikkerein (le CNPF japonais). Pour Sakurada, en effet, Miki est « un individu irresponsable, qui ne sait dire que des choses gentilles... Il peut être un bon secrétaire d'Etat à l'information, mais il n'est pas qualifié pour être un capitaine ». Le vice-premier ministre, Fukuda, est devenu le principal prétendant à la succession. Son rival, Ohira a été en effet affaibli par l'inculpation de Tanaka. Il se sent maintenant capable de mener plus vigoureusement l'offensive contre Miki.

Le premier ministre refuse pour le moment d'obtempérer. Il s'est déclaré prêt, mardi, à s'en remettre au verdict d'élections générales. Il bénéficie d'un capital de confiance populaire, renforcé par l'incapacité de l'opposition de gauche, socialiste ou communiste, à offrir une alternative et à prendre l'offensive politique. Un parlementaire socialiste a d'ailleurs été dernièrement inculpé pour le scandale Lockheed et exclu de son parti. Il est possible, mais néanmoins peu probable, que Miki se résolve à dissoudre le Parlement, et tente de gagner les élections à l'arrachée : il ne bénéficie pas des appuis nécessaires dans les milieux financiers. Les prochains jours vont vraisemblablement être marqués par d'intenses tractations dans les milieux parlementaires et patronaux.

André Dupreu.

Anna Libéra.

aux quatre coins du monde

Helmut Schmidt et les communistes (suite)

Décidément Helmut Schmidt se préoccupe beaucoup de ce qui pourrait se passer en France ou en Italie si les communistes arrivaient au gouvernement.

Il a déclaré à l'hebdomadaire allemand *Quick* : « Nous ne ferons rien pour faciliter la participation des communistes au gouvernement d'un pays membre de la CEE. Si cela devait arriver alors nous nous déterminerons en temps et heure et notre position sera prise en fonction des circonstances ». S'il estime peu probable la venue au gouvernement de l'Union de la gauche en France, le chancelier allemand pense qu'il est nécessaire de faire une distinction entre le Parti communiste italien et le Parti communiste français. « Les communistes italiens se sont depuis Togliatti le plus différenciés du communisme soviétique. Mais il leur reste encore à donner la preuve dans la pratique de leur indépendance.

Il n'y a pas beaucoup de pays au monde où un Parti communiste a renoncé volontairement au pouvoir ou s'est incliné devant la volonté des électeurs qui exigeaient son départ du gouvernement ». Ainsi la « modestie » dont a fait preuve le Parti communiste italien en accordant gratuitement son abstention au gouvernement bourgeois de Andréotti ne suffit pas au social-démocrate Schmidt. Quand on vous disait que le PCI s'était engagé sur le voie des concessions permanentes !

« Pas un sou si les communistes entrent au gouvernement » avait averti Schmidt à la mi-juillet. Aujourd'hui la Bundesbank a annoncé qu'elle renouvelait le crédit de deux milliards de dollars déjà fait à l'Italie et qui arrive à échéance le 5 septembre.

UN DES FONDATEURS DU SYNDICAT DE POLICE ITALIEN ARRETE

Salvatore Margherita, capitaine de police de Padoue a été arrêté hier dans cette ville pour « activité séditionnelle ».

Salvatore Margherita est, avec F. Fedeli, l'un des principaux fondateurs du syndicat de police en Italie (voir Rouge du 12 mai). Il se bat pour la démilitarisation du corps de police et le droit à la syndicalisation des policiers. Au mois de juillet, il avait organisé une manifestation à l'intérieur de la caserne de Padoue afin de réclamer « le respect des horaires de travail et des circulaires ministérielles ».

AFRIQUE DU SUD

Les chiens contre les grévistes

- La grève générale des travailleurs noirs de Johannesburg a été largement suivie.
- Plus de 20 morts et des centaines de blessés en deux jours.

Les entreprises de Johannesburg ont connu un taux d'absentéisme de 60 à 80 % depuis lundi par suite du mot d'ordre de grève lancé par les travailleurs noirs des transports. Le succès de la grève est le meilleur démenti à opposer au gouvernement raciste de Prétoria qui affirme qu'elle est le produit d'« intimidations » dont les travailleurs noirs auraient été l'objet ; ou alors, les « intimidateurs » étaient nombreux. Avec les transports, les secteurs les plus touchés par la grève ont été l'industrie du textile et l'hôpital pour « non-blancs » de Johannesburg. Le mot d'ordre de grève générale s'achevait mercredi soir, mais il ne marquera sans doute pas la fin des mobilisations.

Au cours des trois jours de grève, des affrontements très violents ont eu lieu entre la police et les jeunes noirs dans les rues de Soweto couvertes de barricades. Le bilan, provisoire malheureusement, est de 20 morts et de plusieurs centaines de blessés. Au seul hôpital de Baragwanath, plus de cent personnes - pour la plupart des jeunes noirs - ont été soignées au cours de la nuit de mardi à mercredi pour blessures par balle, coups de poignards.

« Les travailleurs africains peuvent se munir de matraques pour



se défendre contre les intimidateurs » avait déclaré lundi M. Kruger, ministre de la police et de la justice. De nombreux employeurs ont fait savoir dès lundi que les travailleurs absents ont cherché tout au cours de la grève à créer des dissensions au sein de la communauté noire, à briser l'unité qui s'est réalisée entre les jeunes étudiants et les travailleurs africains à travers cette grève générale.

Des témoignages rapportent que des policiers blancs se sont placés à la tête d'un groupe de plusieurs centaines de zoulous armés de machette pour lancer la charge

contre des jeunes noirs et attaquer des maisons de grévistes.

La police a d'autre part, ouvert le feu à l'intérieur d'une école de Soweto où se déroulait un meeting de grévistes et d'étudiants.

Des manifestations importantes ont également eu lieu mardi et mercredi au Cap. A Cuguletu, une des trois cités noires du Cap, les brigades anti-émeutes ont attaqué une manifestation de plusieurs centaines de jeunes noirs. A Bonthuwell, près du Cap, la police a envoyé ses chiens et ses grenades contre les manifestants.



Après la démission du premier ministre

A QUOI
SERVAIT CHIRAC ?

Giscard gagnait les élections de 74 en s'appuyant sur une majorité hétéroclite, une coalition anti-ouvrière, qui essayait avant tout de barrer la route à l'Union de la Gauche. Ce rassemblement, malgré son arrogance, était fragile et peu stable. Les hommes de Giscard y étaient minoritaires. L'UDR, avec toute sa clientèle d'arrivistes grenouillant depuis 16 ans dans les institutions, avec son groupe à l'assemblée, sa base sociale et son électoralat, y restait la force principale.

Giscard était cependant à cette époque le meilleur cheval pour le grand capital. Il devait affronter la radicalisation ouvrière et des lendemains économiques incertains. Il devait préserver l'Etat fort mis en place par de Gaulle. Il promettait pour cela la transformation du régime dans un sens présidentieliste. Ce qui supposait la constitution d'un nouveau parti conservateur, courroie de transmission de la politique du Président.

Or il n'avait qu'une coalition hétéroclite à sa disposition. Et c'est là que Chirac devenait utile. Gaulliste, ayant dès le début, soutenu sa candidature, il était le seul homme capable de resouder l'UDR autour de Giscard. Ce fut sa tâche. En quelques mois, il reprend en main la maison et devient même son secrétaire général pour un temps.

Mais il s'agissait aussi pour Giscard, ce faisant, de constituer son nouveau parti à côté, en contournant l'UDR. Or, sur ce plan tout échoua. Les diverses tentatives de regroupement n'aboutirent pas. En janvier 75, Giscard pousse Ponia à la direction des R.I., Durafour à remettre de l'ordre chez les réformateurs. En janvier 76, par l'intermédiaire d'un remaniement « technique », Lecanuet prend du poids. Deux « européens » (Barre et Poncet) entrent au gouvernement. Mais toutes ces opérations ne renflouent pas le grand parti tant attendu. Sur le terrain, les diverses initiatives du type des Rencontres des Jeunes Giscardiens, demeurent confidentielles. Le parti du Président se résume à 30 000 adhérents. Une misère.

Une preuve de faiblesse

Qu'il le veuille ou non, Giscard est donc obligé de gouverner installé dans la vieille coquille de l'Etat fort gaulliste. Certes, par des mutations et des réglemens de compte, il transforme l'Etat-UDR en Etat-Giscard. Mais fondamentalement, son projet de régime présidentiel rate. Il doit manœuvrer et jouer les équilibristes sur une majorité pleine de contradictions. La base sociale de son régime, loin de se renflouer s'effrite. La crise des institutions (justice, armée, école, etc...), les difficultés économiques et les luttes ouvrières aggravent les choses.

Viennent les cantonales et la

poussée de la gauche. Les contradictions s'avivent au sein de la majorité présidentielle, comme le désarroi du personnel politique de la bourgeoisie. Chirac est à nouveau sollicité. Il faut éviter que l'UDR ne rue trop dans les brancards, qu'elle utilise à plein son poids dans l'appareil d'Etat. Chirac est donc nommé coordinateur de la majorité. Il réussira certes à éviter son éclatement, mais sur toutes les questions essentielles, l'UDR grogne : l'inflation, le chômage, l'Europe, les plus-values, la Défense nationale, etc...

Finalement Chirac démissionne dans des termes peu habituels : « Je ne dispose pas des moyens que j'estime aujourd'hui nécessaires pour assurer efficacement mes fonctions de Premier Ministre. » En clair, l'UDR n'entend plus avaler les couleuvres giscardiennes. Chirac ne sert plus à rien.

Certains pourront voir dans cette démission, la réussite du projet présidentiel de Giscard. Barre, pâle exécutant, sera la voix de son maître. En fait, c'est une preuve de faiblesse. Cette démission met en évidence l'échec des diverses tentatives pour constituer un nouveau parti bourgeois conservateur en contournant l'UDR.

Il ne s'agit donc plus de rééquilibrer la majorité mais de la transformer radicalement. C'est ce que laisse entendre les articles de J. Dominati, secrétaire des RI dans *Le Monde*. Il propose pour les prochaines échéances électorales, un système de convention départementale désignant, à la manière des primaires américaines, le candidat unique de la majorité. Ce qui vise à mettre l'UDR au pied du mur, à tenter de construire ce fameux parti giscardien, contre les gaullistes cette fois-ci. Gageons que derrière cette idée, il y en a d'autres, notamment en termes d'échéances électorales rapprochées.

Pourtant, tous ces remue-ménages dans le personnel politique bourgeois ne renvoient pas simplement à des querelles de cliques.

Les conflits apparus sur les principales questions entre les RI et l'UDR ne sont pas de simples divergences idéologiques. Ils tiennent compte aussi de bases sociales et électorales différentes. Bien sûr l'UDR, constituée à partir du coup de force d'un général en 58, fut un des instruments de reconversion pour le grand capital français en Europe. Mais son idéologie, qui traduisait une situation nationale et internationale particulière, accrochait également un électoralat petit-bourgeois, voire les couches les plus arriérées de la classe ouvrière.

Aujourd'hui par bien des aspects, la politique giscardienne heurte de front cet électoralat. On peut donc comprendre que dans ces conditions l'UDR cherche à prendre du champ, vu les échéances électorales à court et moyen terme.

J.Y. Touvais

deux ans de gouvernement Chirac

CHOMAGE, PRIX
ET REPRESSION
RECORDS !

Nul besoin d'aller chercher bien loin pour faire le bilan de 27 mois de règne de Chirac, l'examen des quelques semaines passées y suffiraient amplement : augmentations en tous ordre, expulsions de grévistes, plus d'un million de chômeurs. Vacances ou pas, démission prévue ou pas le ministère Chirac s'était en effet distingué sur tous les plans, on ne risquera pas de l'oublier....

Bien sûr, et il faut le dire à sa décharge le ministère Chirac n'avait que peu de chances, il rentrait en fonction alors même qu'une crise économique était là, présente et bien vivante. Malgré cela les promesses furent nombreuses : le ministre du travail Durafour nous proposait les sirènes de la réforme de l'entreprise... la société libérale allait bien faire les choses nous clamait-on. De fait les records ont été aussi nombreux que remarquables : la barre du million de chômeurs a été très vite franchie, les prix flambent, et, corollaire à une riposte ouvrière qui se développait une répression anti-ouvrière et anti-syndicale s'est systématisée...

1130 255 chômeurs fin juillet selon la CGT, voilà la réalité... oui, mais le gouvernement a fait un effort, nous répondrons nos ministres, et de citer la fameuse loi sur les 90 % accordés pendant un an aux salariés licenciés collectivement. Cette loi, le ministère Chirac ne l'avait pas accordée par grandeur d'âme. Elle avait pour but de désamorcer tout mouvement social alors que le chômage allait s'accroître, et que l'exemple récent de Lip avait montré les capacités de riposte des travailleurs. Elle fut adoptée aussi à une époque où l'ampleur de la crise n'avait peut-être pas été totalement perçue par le gouvernement lui-même.

De fait, elle n'a touché que peu de travailleurs, et il est facile de dégonfler le mythe selon lequel les chômeurs français auraient été les mieux payés d'Europe. En juillet, par exemple : seuls 13 % des chômeurs officiels touchaient les 90 % ; 16 % n'avaient que 335 F d'aide publique ; 12 % touchaient 35 % de leur salaire ; 18 % en touchaient 40,25 %, et surtout près de 40 % n'avaient strictement rien ! Parmi eux, on comptait le contingent des jeunes n'ayant jamais travaillé, des femmes voulant retravailler, et bien sûr des immigrés.

Le chômage partiel, lui aussi s'est développé, et il n'était pas rare que certains travailleurs voient leur paye amputée de 1000 F sinon plus par mois. Tout cela, dans un contexte où les prix ont augmenté en deux ans de 25 % (Deux fois plus qu'en RFA), et où en particulier l'augmentation des biens de consommation courante, des loyers, des charges sociales, etc, a été particulièrement marquante. Non, « la qualité de la vie » n'a pas été frappante dans les cités ouvrières où par centaines des huissiers ont procédé à des expulsions parce que les loyers ou les traites n'étaient pas payés, et où fréquemment, gaz et électricité furent coupés.

A ces faillites, à ces fermetures diverses et nombreuses, les travailleurs ont réagi par la lutte. En juillet 75, une centaine d'entreprises étaient occupées, un an après, des dizaines le restent encore : Griffet, le conflit le plus long en est à son 24^e mois, dans l'imprimerie, du *Parisien Libéré* à Caron-Ozanne, on en est souvent à plus d'un an d'occupation. Les Lip eux aussi ont repris la lutte et Chirac aura eu droit au grand hold up de montres.

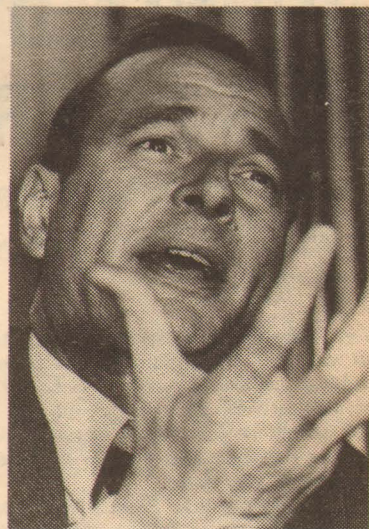
Devant cette combativité, le ministère Chirac a très vite enlevé le masque de la société libérale. Ces 27 mois ont été marqués par une accentuation de la répression anti-ouvrière. Le trio Chirac, Durafour, Ponia a fait merveille.

La chasse au chômeur est ouverte en effet, et pour commencer on attaque fin juin les 90 % : sous prétexte de « manque de bonne volonté pour trouver du travail », Chirac donne des consignes à l'ASEDIC qui début juillet enlève les 90 % à des travailleurs d'Idéal-Standard, et ce n'est qu'un début. Durafour, ministre de la réforme de l'entreprise, champion de l'humanisation du travail posté, s'est fait le champion de la répression anti-syndicale. En effet, outre les interventions nombreuses des flics contre les occupations d'usines, outre les condamnations à la prison de grévistes pour « entrave à la liberté du travail », il a donné un appui continu aux attaques anti-syndicales. Il a cassé systématiquement les décisions des inspecteurs du travail qui s'opposaient aux licenciements de délégués syndicaux et délégués du personnel, cela ne s'était encore pratiquement jamais vu ! Licencié systématiquement en cas « d'occupation, séquestration, violences », telle fut sa devise, et ses attaques de front contre le mouvement ouvrier se sont concrétisées en juillet dans la circulaire confidentielle de Chirac limitant le droit de grève des fonctionnaires. Pour faire face « aux comportements qui tendent à la désorganisation de l'administration », retenues de salaire, suppression d'indemnités, sanctions disciplinaires vont devenir la règle dans l'administration, il s'agit bien là d'une attaque claire contre le droit de grève.

Au sein de cette répression anti-ouvrière, la chasse aux immigrés s'est accentuée : délégués de la Sonacotra expulsés, chasse aux étrangers dans le métro, ouvriers marocains livrés à Hassan...

Un simple survol des événements marquants nous donne la couleur de ce ministère. c'est la couleur de la répression.

S. Triton

Les premières
réactions

● Pour le Parti Socialiste, la démission du Premier Ministre « consacre en fait l'échec économique et politique de la majorité rassemblée autour de Valéry Giscard d'Estaing en mai 74. Elle confirme l'incapacité de la droite à régler les problèmes économiques auxquels la France est confrontée. La reprise a été manquée et le chômage n'a pas diminué (...). Dans cet échec, les responsabilités du Président de la République et de M. Chirac sont solidaires. Aucune réforme sérieuse touchant à la réduction des inégalités, à la fiscalité, à l'entreprise, notamment n'a pu être menée à bien. Depuis de longs mois, le pays a l'impression ne peut pas être gouverné. La déclaration du Premier Ministre démissionnaire en est l'aveu. La dualité qui s'était installée à la tête de l'Etat du fait que l'UDR gardait la prééminence à l'Assemblée Nationale rendait la crise inévitable au sein de la majorité parlementaire ».

● Radicaux de gauche : Robert Fabre a indiqué que le mouvement des Radicaux de gauche qu'il préside, souhaite que le parlement soit convoqué en session extraordinaire.

Profitons
en

Raymond Barre, qui vient d'être nommé premier ministre, est un universitaire distingué, professeur d'économie politique. C'est dire s'il a pensé et réfléchi sur la théorie économique. Les étudiants ont d'ailleurs le bonheur de préparer leur licence grâce à ses ouvrages.

C'est tout ce qu'il y a de plus profond, comme en témoignent les extraits ci-dessous :

« Le profit remplit une fonction indispensable à la croissance de l'économie. Mais il est aussi « Le signe de la réussite dans l'organisation, l'autorité et la précision ». Avec tout ça, comme en témoigne la fuite des capitaux en Suisse, « ceux qui font des profits sont aussi ceux qui affectent l'épargne à des emplois productifs ». Et comme il faut bien un bouquet à tout feu d'artifice, même intellectuel, le voici : « Les classes passent ou se transforment ; le profit demeure et remplit une fonction économique qui ne peut être éliminée parce que son fondement n'est ni social, ni institutionnel ». C'est-y pas pensé ça ?

POLITIQUE HEBDO REPARAIT

Au sommaire du numéro 234 :

- Giscard aime le « Chants du départ »
- Après « Le Figaro », « France-Soir » : l'irrésistible ascension de Robert Hersant
- Liban : la guerre
- La France au banc de Colombo
- A mains nues contre l'apartheid
- contributions des lecteurs à la nouvelle formule prévue pour octobre.

Aujourd'hui

JOURNÉE D'ACTION DANS LA PRESSE

● **Nouvelle Assemblée générale à France-Soir pour décider de la poursuite de la lutte.**

L'Union Nationale des Syndicats de Journalistes a appelé à un arrêt de travail national à l'occasion de la journée d'action du 26 août et à des assemblées générales pour le préparer. La presse paraîtra cependant à l'exception de Paris Normandie, qui fait partie du groupe Hersant et ce qui fera 24 heures de grève (non parution du journal vendredi). Quant au personnel des agences de presse, il marque la journée par un arrêt de travail de 12 heures, ce matin.

Les journalistes de France-Soir, au centre de cette lutte « pour la défense du pluralisme de la presse contre les concentrations », ont exposé les motifs de leur grève dans une Tribune Libre que nous publions ci-dessous et qui devrait être publiée par l'ensemble de la presse, donnant à la rédaction de nombreux journaux l'occasion d'une bataille avec leur direction pour obtenir sa publication.

Quant aux modalités de la poursuite de la lutte de France-Soir, elles seront décidées à l'Assemblée Générale des journalistes de cet après-midi, compte-tenu des éléments apportés par la rencontre qui devait se tenir hier entre les organisations de la presse CGT et l'UNSJ (la CFDT du Livre n'ayant pas été invitée). Lors de la courte assemblée générale de journalistes hier après-midi la possibilité de sortir le journal à cause du changement de gouvernement a été rapidement repoussée. On y a aussi appris que finalement la FFTL, tout en participant au rassemblement d'aujourd'hui devant la Bourse, ne défilerait pas. Les divergences avec les journalistes sont trop grandes, dit-elle.

L'intersyndicale des journalistes de France-Soir a rédigé, à la demande de l'Union Nationale des Syndicats de Journalistes, une tribune libre exposant les motifs de son action, et dont l'UNSJ a demandé la publication dans tous les journaux français. Rouge la publie in-extenso ci-dessous.

TRIBUNE libre

Les journalistes de France-Soir ont fait grève pendant une semaine. Leur mouvement se poursuit, avec le soutien de toutes les organisations de journalistes, en particulier l'Union nationale des syndicats de journalistes qui regroupe les syndicats nationaux SNJ, CFDT, CGT et FO.

Il s'agit d'un conflit hors du commun. Ces journalistes s'opposent à la mainmise sur leur journal d'un homme, M. Robert Hersant, qui s'est déjà assuré le contrôle de onze autres quotidiens dont le dernier en acte est le Figaro.

Avec France-Soir, le groupe Hersant disposerait au total d'un nombre tel de publications qu'environ un lecteur sur six, en France, lirait du Hersant. C'est cela qui est en cause : l'installation d'une sorte de monopole sur la presse française, l'impossibilité bientôt pour les secteurs de choisir entre des sources d'information écrites qui soient indépendantes l'une de l'autre, une nouvelle limitation du pluralisme de la presse, pluralisme sans lequel il n'y a plus de liberté d'expression et d'opinion.

L'homme lui-même n'est en cause qu'accessoirement. Certes on peut comprendre que les journalistes de France-Soir se souviennent que leur journal est né dans la nuit de l'occupation, dans la Résistance au nazisme, alors que les options de M. Hersant étaient toutes différentes. Mais c'est surtout l'avenir qui est en cause.

L'indépendance des journalistes, garantie d'une information honnête et de qualité, la dignité professionnelle des hommes qui assurent - dans la diversité - ce qui devrait être le service public de l'information, l'exercice par les citoyens de ces libertés publiques qui ont nom : liberté de la presse, liberté d'expression, droit à l'information - voilà ce qui est en cause dans le conflit de France-Soir.

À la Libération, l'un des premiers textes législatifs publiés par le gouvernement de Gaulle sur le sol de la France libérée a été l'ordonnance du 26 août 1944 sur la presse. Il y est interdit de posséder plusieurs quotidiens. En raison de leurs responsabilités spécifiques, des journalistes se sont donc dressés pour que les intentions du législateur de 1944 ne deviennent pas lettre morte. Qui peut rester sourd à leur appel ?

En outre, derrière l'installation d'un système de monopole et d'uniformisation se profile un vaste balayage dans les emplois qu'occupent actuellement les diverses catégories de travailleurs de la presse. Certes le progrès technique ne peut être refusé et les adaptations inévitables sont dès maintenant en cours. Mais c'est une chose que de permettre à la presse de bénéficier du progrès, et c'en est une autre que de laisser se constituer un énorme trust qui a déjà mis en place sa propre agence de presse, laquelle pourra desservir un prochain les journaux les plus divers. On verrait alors un seul petit groupe de journalistes, vivant sous une contrainte unique, faire et manipuler l'opinion.

L'intersyndicale des journalistes de France-Soir.

● Rectificatif : Une erreur de transmission a faussé le sens de la déclaration du délégué de la CGT des journalistes, citée dans notre article sur France-Soir paru hier page une. Il fallait lire : « Nous déplorons qu'une stratégie de durcissement du mouvement pour s'opposer à l'arrivée d'Hersant ait été préférée à une stratégie de négociations avec Hersant, celui-ci étant déjà dans la place, négociations sur l'emploi, la clause de conscience, le maintien des avantages acquis, pour protéger l'emploi de 1 800 personnes et préserver le titre ».

Guadeloupe

LE GOUVERNEMENT LACONIQUE

Alors que le préfet de Guadeloupe s'apprêtait à autoriser la reprise du travail dans les bannaneraies, la Soufrière a connu plusieurs centaines de secousses dans la nuit de mardi à mercredi. Pendant ce temps le secrétaire d'Etat au TOM-DOM, Stirn, exposait avec satisfaction au Conseil des Ministres, tout ce qu'il avait fait pour protéger la population. Cette population sera certainement heureuse d'apprendre, par le communiqué laconique du Conseil des Ministres, que « des dispositions seront prises pour assurer le relogement des personnes évacuées et pour assurer la rentrée des élèves (...) Des mesures pour relancer l'économie seront mises en oeuvre : elles concerneront notamment les agriculteurs, qui seront réinstallés sur des terrains appartenant à l'Etat. La solidarité nationale s'exercera pleinement en faveur des victimes ».



Pointe à Pitre le 25 août : De notre envoyée spéciale.

L'alerte de dimanche passé est retombée. L'angoisse provoquée par les secousses de la Soufrière s'était doublée de la crainte de voir un cyclone déferler sur la Guadeloupe. Heureusement ce cyclone s'est affaibli et a contourné l'île vers le nord, provoquant néanmoins une renverse des vents et des projections de cendres jusque sur le Vieux Port, village protégé en temps ordinaire en raison du sens des vents dominants. Une situation plus calme s'est maintenue lundi et mardi ; aussi, en dépit de l'alerte de dimanche le ton des autorités est revenu de nouveau à l'installation dans une longue fuite.

Aujourd'hui on peut douter que le catastrophisme des premiers jours ait été guidé par de simples craintes légitimes sans aucune arrière-pensée électoraliste et politique. Car comment ne pas s'étonner de l'extraordinaire salmigondi de déclarations contradictoires et embrouillées servies à la presse ? Le préfet déclare sans sourciller que « l'ensemble des analyses du professeur Brousse a été vérifié » ou que « l'évolution se poursuit dans le sens de l'escalade ». Mais c'est pour annoncer sur le champs qu'un délai de 10 jours a été fixé pour savoir « si l'escalade se poursuit » ou expliquer à propos de la crise de dimanche dernier : « l'évolution s'est faite vers un ultimatum qui a eu lieu : nous pensions à une éruption, ce fut un séisme ».

Que les mouvements du volcan soient très difficiles à prévoir, nul ne le contestera. Mais le moins que l'on puisse dire c'est que le ton de la prudence scientifique n'a pas toujours été celui des autorités. Car, lorsque Brousse parlait de « processus irréversible », ou disait « nous courrons à la catastrophe », il laissait croire explicitement à la proximité d'un dénouement inéluctable du type péleén. Il est vrai que ces propos étaient complaisamment retenus et montés en scénario de film catastrophe pour France-Antilles, le joyau

VIVRE AVEC LE VOLCAN

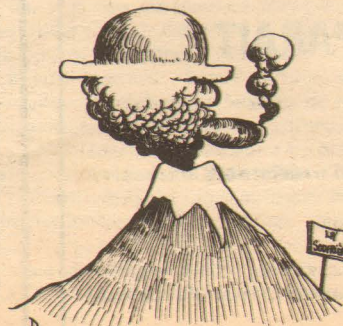
de Hersant. Brousse dans l'affaire était sans doute plus naïf que calculateur.

Vivre avec le volcan

Habituez-vous au provisoire, faites souche si vous pouvez en Grande Terre et tranquillisez-vous. Stirn n'a-t-il pas dit, en partant, au préfet : « je vous confie les guadeloupéens ».

Vivre donc avec le volcan : le préfet a permis dès lundi aux gens de revenir quelques heures sur les pentes du volcan afin de protéger le bétail et de ramener quelques objets personnels et même, parce que le préfet a le sens de l'humain, la photo de famille afin de recréer la chaleur du cadre familial dans les salles de classe où les gens sont réfugiés. La chaleur du foyer avec 35 hommes, femmes, enfants, avec WC bouchés et la toxicose qui menace ! D'autre part le préfet reprend à partir de mercredi ou jeudi le projet suspendu de relance du travail dans les bannaneraies. Un planteur pressé a d'ailleurs fait convoquer ses ouvriers par radio, sans attendre la décision. Enfin, les habitants de Vieux Port peuvent regagner leur village s'ils le veulent (nous sommes en régime libéral spécial) en sachant bien qu'ils pourront avoir à repartir. Tout cela ne résoud en rien les problèmes des réfugiés ; les prix augmentent, surtout celui des eaux minérales car on craint une pollution des sources thermales près du volcan. Augmentent-ils en vertu du blocage des prix décrété par le préfet ? La rentrée scolaire est d'ores et déjà reportée d'au moins deux semaines. Pour les locaux sanitaires on prévoit « des structures convenables ». Les problèmes sanitaires sont graves. Des chiens abandonnés qui remontent très nombreux des Basses Terres vont devoir être abattus avec des fusils vétérinaires. Mais ce qui désole le préfet c'est que certaines agences de voyage ont déjà annulé des tours prévus jusqu'au mois de février prochain.

Madeleine Verdi



Sècheresse

RIEN QUE DU VENT !

L'annonce des mesures d'aides aux paysans aura certainement surpris même les plus optimistes, par la modicité de l'enveloppe tout d'abord. Le gouvernement accorde généreusement 2,2 milliards. Pour donner une échelle de grandeur, le bureau agricole commun (bureau d'étude des organisations agricoles « responsables ») estimait les pertes entre 3 et 10 milliards de francs, le CNJA (Jeunes agriculteurs) à 25 milliards. Quant on compare aux dix milliards de chiffres d'affaires qu'aura réalisé le seul trust BNS-Gervais-Danone spécialiste des boissons et des produits laitiers (pour qui la sécheresse a été une aubaine), on croit rêver. Il restera donc au gouvernement à répartir la misère.

Et c'est là le second scandale. Les seules mesures d'aides directes aux paysans, se réduisent à une prime à la vache dérisoire (200 francs pour les plus touchés avec un maximum plafonné à 30 bêtes). Les éleveurs qui auront réussi à subsister n'auront qu'à s'endetter un peu plus. Des facilités de crédit leur seront offertes : les prêts « calamités » contactés auprès du Crédit Agricole verront leur durée portée de quatre à sept ans et l'état prendra en charge les intérêts des prêts « jeunes agriculteurs » pour l'année 1976.

Aucune mesure n'est prévue en ce qui concerne le report des emprunts en cours. Pour nombre d'agriculteurs, qui s'étaient endettés pour se moderniser, c'est un véritable arrêt de mort, qui est ainsi signé. En Loire-Atlantique, par exemple, nombreux sont ceux, qui avaient été contraints déjà en 1975 à recourir aux prêts « calamités » en raison d'une sécheresse locale. Pour eux, il est impossible de faire face aux échéances, deux années de suite, c'est insupportable. Verra-t-on les paysans menacés de faillite par le crédit agricole ?

Ce fameux crédit agricole mutuel dont on prétend encore qu'ils

en sont les maîtres et les actionnaires, mais qui constitue en fait le principal instrument de restructuration et de disparition de la petite paysannerie.

Chirac avait fait de belles promesses sur le maintien du revenu paysan ; il faut croire, que sa démission du poste de premier ministre délie ce pouvoir de ces engagements. D'ailleurs, ces aides ne lui coûteront pas beaucoup, puisque le financement sera assuré par un renforcement de l'impôt sur le revenu. Ce sont les travailleurs qui paieront.

Ainsi, tous les calculs, les espoirs des organisations agricoles officielles s'envolent en fumée. Au lieu d'organiser la riposte à l'inertie du gouvernement, elles avaient préféré faire marcher leurs bureaux d'études et proposer des plans dont le pouvoir s'est peu soucié. Le syndicalisme des notables en sortira un peu plus déconsidéré. Le MODEF, les Paysans-Travailleurs, le Monatar, le Comité de Guéret avaient choisi une autre voie : celle de la mobilisation des paysans. C'est à eux, qu'il conviendra d'organiser la riposte à ce plan-bidon de sauvegarde

Pierre Lopez

Fermeture de la SICA-SIVA (Vendée) SUR LA VOIE DE L'UNITE OUVRIERS-PAYSANS

C'est maintenant que la crise se profile dans le secteur agro-alimentaire, sur fond de sécheresse, les patrons et les banques essayent de faire avaler la pilule, et en la matière, pas de miracle, on baisse la production, on licencie et les plus faibles des paysans, les canards boiteux passent à l'abattoir.

Comme l'annonce dans l'édition de lundi, la Sica-Sava de Challans a déposé son bilan. Coopérative employant 700 salariés, sur plusieurs départements, l'entreprise constitue un des piliers de l'économie locale. Usine pilote comme se plaît à la décrire la presse (un des abattoirs les plus modernes d'Europe), la Sica traite et commercialise 15 000 tonnes de produits avicoles par an (10 % du marché français). Elle produit en outre 75 000 tonnes d'aliments de bétail. En effet, regroupant quelques 800 paysans « coopérateurs », elle leur vend l'aliment et leur achète leur production. Ce sont donc de gros intérêts qui sont en jeu et c'est au niveau les plus hauts du gouvernement, des banques et des patrons de l'agro-alimentaire que l'on magouille. Aussi depuis jeudi, à Challans, les langues se délient. La direction d'abord qui prévoit l'abandon de fermes expérimentales et de petits abattoirs extérieurs qui seront rachetés n'en doutons pas (profits juteux, vous avez dit profits juteux). Le Crédit Agricole et Unigrain (1), dont les experts se succèdent, y vont aussi de leurs couplets sur les réformes. Entendez par réforme, le « dégraissage » de l'entreprise et Unigrain d'annoncer la couleur. Si les producteurs pouvaient avancer une « part sociale » au nouveau capital et si les salariés acceptaient sans sourciller 180 licenciements, ils pourraient envisager un apport de capitaux qui couvrirait le déficit et assurerait une assise solide de la Sica qu'ils jugent par ailleurs « plutôt rentable ».

Les travailleurs eux, ne l'entendent pas de cette oreille et ne veulent assurément pas faire les frais de l'opération. Et s'il était besoin de le montrer aux patrons, ils débrayaient une heure vendredi à l'appel de la CFDT et de la CGT,

majoritaire dans l'entreprise. D'autres débrayages par secteurs sont prévus dans les jours à venir. Mis à profit « pour intervenir auprès des services officiels, des élus, à tous les niveaux, et pour sensibiliser la population ». Débrayages que la CFDT souhaiterait plus dynamiques. Débordant le cadre de la boîte pour s'assurer le meilleur de forces possible face aux patrons car les travailleurs le savent, ils ont à faire à forte partie. Aussi une AG est-elle prévue, jeudi, où l'intersyndicale doit proposer une manifestation pour le lendemain.

Du côté producteurs, on s'en doute, les réactions sont loin d'être aussi nettes. Si l'apport d'une part sociale (on parle de 30 f du M2 de poulailler) importante, en fait hésiter beaucoup. Si de nombreux paysans sont très dépendants de la SICA, il n'en reste pas moins qu'ils sont sensibles aux arguments des patrons et des banques (trop de salariés, trop exigeants, voilà d'où vient le déficit). Arguments que la FDSEA (2) fera valoir.

Pour le moment, ils ont lancé l'idée d'un syndicat de défense des producteurs. Les organisations paysannes cautionneront-elles la restructuration demandée par les banques au détriment des producteurs qui ne purent pas tenir pendant la crise.

De quel poids pèseront les paysans-travailleurs ? La voie de l'unité ouvriers-paysans est encore loin de se profiler. C'est une affaire à suivre, nous y reviendrons.

(1) Unigrain : fond de soutien à la production animale. En fait, contrôlé par les gros céréaliers et sous tutelle du Ministère de l'Agriculture.

(2) FDSEA : Fédération Départementale des Syndicats d'Exploitants Agricoles.

Après Caron-Ozanne (Caen), Grama (Nevers), IMRO (Rouen) Les flics évacuent l'imprimerie « Delta-graphic » de Biot

Le 25 août, au petit matin, l'huissier accompagné des forces du désordre communiquait « une sommation de déguerpir ». Les deux travailleurs présents à ce moment étaient « aimablement priés de prendre la direction de la sortie ».

Comme à l'accoutumée, ils sont intervenus au petit matin quand les grévistes ont veillé toute la nuit durant. Cette attaque du pouvoir ne peut susciter que colère et indignation.

« Delta Graphic » était l'une des quatorze imprimeries occupées comme Hélios Cachan, Chaix ou le Parisien Libéré. Elle employait 42 salariés. Au début de l'année, les travailleurs avaient voté la grève illimitée avec occupation des locaux à l'annonce d'un dépôt de bilan. Ponia et ses flics accomplissent hardiment « le balayage de l'été ». Cette évacuation n'est que le prolongement du célèbre plan Lecat prévoyant 20 000 licenciements uniquement dans le Livre.

ACHETEZ ROUGE TOUS LES JOURS DANS LE MEME KIOSQUE

en lutte

OLIER (CLERMONT FERRAND) : LES OUVRIERS VENDENT DEUX PRESOIRS

Le 1^{er} août 75, à la suite de menaces de licenciements, les travailleurs de l'usine Olier (420 salariés, machines outil pour l'agriculture) votent la grève illimitée avec occupation des locaux.

Le 12 août 75, le PDG démissionne, l'entreprise est mise en règlement judiciaire.

Le 26 août 75, les 420 salariés reçoivent leur lettre de licenciement.

Après plus d'un an d'occupation, pendant l'AG du mardi 24 août, afin de faire pression sur les syndicats les travailleurs ont décidé de vendre à l'un des clients de l'entreprise. La section CGT communique que « le fruit de cette vente, a été mis en lieu sûr et ne sera débloquent au syndicat lorsqu'une négociation sérieuse débouchant sur un compromis acceptable aura lieu ».

LA CGT RECLAME LA LIBERATION DES EMPRISONNÉS MAROCAINS A RABAT

Le 5 août dernier, le délégué CGT de l'entreprise Simca Chrysler à Poissy, alors qu'il se rendait en vacances chez sa famille, était arrêté à Casablanca et emprisonné à Rabat pour le seul fait d'appartenir au syndicat CGT.

Après maintes démarches de la fédération syndicale auprès de l'ambassade du Maroc, Mohamed Chabounia est remis en liberté à Rabat.

Ayant appris l'incarcération de plusieurs dizaines de marocains par la dictature sanglante du roi Assan II avec la complexité du régime Giscard, la CGT a décidé d'intervenir à nouveau auprès de l'ambassade afin d'obtenir leur libération.

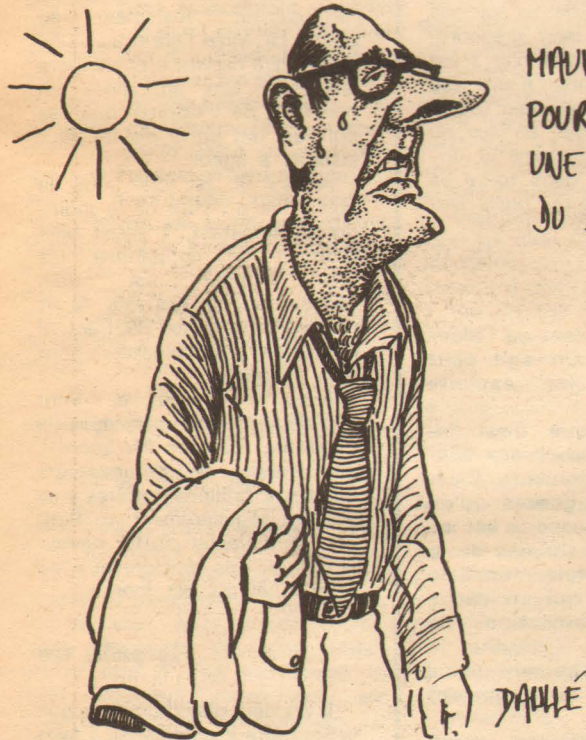
FIN JUILLET : 1 130 255 CHOMEURS

Le nombre de chômeurs s'élevait à la fin du mois de juillet selon la CGT à 1 130 255 personnes.

808 500 demandes d'emploi étaient non satisfaites, 88 801 personnes étaient bénéficiaires de la garantie de ressources et 6 574 bénéficiaires de l'allocation spéciale du fond national de l'emploi.

Le nombre de chômeurs indemnisés fin juillet s'élevait à 569 216 personnes et 108 929 d'entre elles ont perçu l'allocation supplémentaire d'attente de 90 % pour licenciement économique.

La CGT, cette année comme chaque année, vient d'adresser une demande au ministère du travail et au patronat « pour qu'à l'occasion de la rentrée scolaire soient accordées dans les entreprises les disponibilités de temps — sans perte de salaire — dont ont besoin les familles où la mère exerce une activité professionnelle pour accompagner les enfants à l'école, accomplir les formalités administratives indispensables ou faire face à l'absence de cantine et garderie le jour de la rentrée dans les établissements scolaires qui en disposent ordinairement. Il est à regretter que sur ce problème de la rentrée scolaire, la CGT soit en retrait sur ce que réclamait la plate-forme interconfédérale CGT-CFDT concernant les enfants malades : dans ce cas là en effet, il était proposé d'accorder des congés à l'un des deux parents.



PRIME A LA VACHE : RIDICULE !

Le montant de l'aide accordée aux éleveurs sera de 200 francs par animal adulte (unité de gros bétail) dans la zone la plus touchée (18 départements), de 150 francs dans une seconde tranche de 34 départements, de 50 francs dans une troisième zone de quinze départements. Il n'est pas nécessaire d'être grand technicien de l'élevage pour voir combien ces aides sont dérisoires. La FRSEA de Loire-Atlantique a calculé qu'avec une paille à 25 centimes le kilo (prix de revient moyen, compte tenu du transport), la ration quotidienne d'une vache revient à 4,70 francs par jour soit une charge supplémentaire de 1 600 francs par vache jusqu'à la fin de la campagne. La FRSEA de Basse-Normandie arrive à un chiffre voisin (1 500 francs). Le CRJA (Jeunes agriculteurs) de l'Ouest estime les charges supplémentaires à 2620 francs pour les zones les plus touchées et à 1620 francs pour les départements où la sécheresse a été plus tardive. Les éleveurs devront donc supporter l'essentiel des frais. Voilà de quoi leur redonner confiance. Beaucoup seront tentés de liquider purement et simplement leur cheptel.

La drogue, le militantisme et le reste...

« Qu'est-ce que ces fous dangereux et graines de bureaucrates qui vous écrivent dans Rouge du 17 août 76. Quand on les entend parler de l'« homme nouveau socialiste » ça me fait penser aux affiches les plus réactionnaires du réalisme socialiste ».

C'est Jean, qui se définit lui-même comme « sympathisant spont » qui nous écrit ça. Sur la même longueur d'onde que lui : bien d'autres lettres. Car elles ont sérieusement indigné plus d'un lecteur les deux dernières lettres publiées dans Rouge, qui prenaient vigoureusement partie contre l'usage de la drogue.

Impossible, vraiment, de tout publier. D'autant plus que les arguments se recourent souvent et se répètent, même si les analyses proposées sont sous tendues par des logiques différents.

De ce courrier, nous publions ici quelques extraits. Aucun amalgame d'une lettre à l'autre n'est légitime tant les camarades adoptent des points de vue différents. Toutes les lettres défendent néanmoins la possibilité d'usage de la drogue pour les militants révolutionnaires.

Nous publierons dans les jours qui viennent un article tentant de tirer les leçons politiques de l'ensemble de ce courrier.

JF.V

LA DROGUE ? POURQUOI PAS, MAIS...

(...) « La drogue détourne les militants. C'est un moyen d'évasion, de fuite » écrit le camarade Didier. C'est exact, le week-end à la campagne aussi, de même que les repas en famille, les beuveries entre copains, les enfants, l'amour, etc... Alors, pourquoi un statut particulier pour la drogue ? Quelques joints un soir, est-ce que ça nuit à l'organisme ? Est-ce que ça nuit aux militants ? J'attends très tranquillement qu'on me le démontre. « Ça brouille la pensée, ça interdit la réflexion suivie » écrit le sympathisant américain. Et le repas de famille, qu'on trouve complètement con, mais c'est la famille ; que nous dénonçons verbalement, mais toute puissante dans nos comportements, nos discours sur l'amour, la sexualité, les enfants etc... Est-ce que ça permet une réflexion suivie, est-ce que ça ne brouille pas ? (surtout avec la télé en prime). Moi, je préfère fumer un joint, que voir ma famille, parce que c'est ma famille, je suis plus détendu le lendemain, et donc milite plus efficacement.

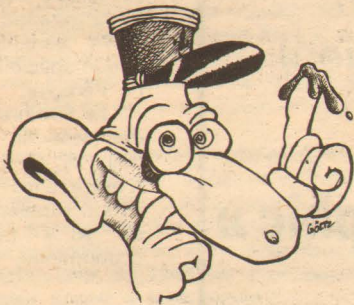
(...) Alors ce ne sont pas quelques joints qui foutront en l'air un militant équilibré. Je crois que là encore on retrouve la peur de l'inconnu, qui flotte autour du hasch, et qui est à vaincre comme toute peur de l'inconnu pour construire l'homme nouveau. Et si certains ont abandonné le militantisme et ne prennent plus leur pied qu'en fumant, ne confondons pas la cause et l'effet, c'est parce qu'ils étaient déboussolés, ne voyaient plus à quoi servait leur militantisme qu'ils fument couramment, et pas l'inverse...

« C'est un moyen artificiel, extérieur à notre corps » écrit Didier. Alors un corps sain dans une âme saine ? La tête est étrangère au corps ? On fait l'amour uniquement avec son corps ? Le voilà enfin cet homme nouveau, hygiénique, sans tâche, le militant idéal, qui milite plus « rouge ». Non, l'homme nouveau, ce n'est ni l'homme rénové et restauré, ni un boy-scout, et le militant idéal, c'est un mythe : le militantisme à tout crin peut aussi être une fuite en avant un substitut évitant de se confronter aux problèmes du rapport entre militantisme et vie dite quotidienne.

Et, si ça fait plaisir à un camarade de fumer un joint de temps en temps - et j'en serai - s'il fait son boulot, pourquoi pas, ça fait pas de mal à une mouche. Et quand ça sera dépenalisé, on pourra aller acheter un paquet d'herbe « qu'on prend dans ses doigts et qu'on roule » au tabac, pas à la pharmacie, Didier, à moins que les apothicaires servent aussi le pastis.

Alors en voyant que ça ne nous fait pas de mal, la bourgeoisie tentera peut-être de nous faire utiliser des drogues dures, imitant en cela les vietnamiens, qui ont utilisé des drogues dures avec succès contre les GI'S... qui jusque là fumaient couramment du hasch. Et arrêtons les confusions entre drogues dures/douces, il suffit d'essayer on s'en rend très vite compte. Mais on en reparlera plus tard de ces drogues dures et de leur utilisation occasionnelle, car là aussi, il y a le croquemitaine...

Jean Michel,



Votre homme nouveau sent déjà le cadavre

Fumer, c'est un plaisir. C'est vrai. Mais c'est aussi une recherche de son identité propre par rapport à la normalisation. C'est interdit de fumer. Braver cet interdit, c'est s'affirmer en tant qu'individu par rapport à cette répression non seulement policière mais surtout idéologique et culturelle. S'affirmer est un combat. Il faut sortir du cadre de la loi. Vous, vous avez abandonné vos fusils contre des pantoufles. Dans votre journal, vous reproduisez toutes les structures de la société. Vous êtes les champions de la réforme, l'élite de la pensée uniforme, les hommes nouveaux socialistes. Ça fait 1948. Et 1948, c'est vous aussi. Si vous avez besoin d'affirmer votre virilité à travers cet homme nouveau, je vous donne une bonne solution : faites l'amour. C'est bien plus agréable et bien plus beau (...). Alors, camarades, faites comme on vous dit. Allez travailler tous les jours, mariez vous, achetez une baignoire et une télé, et Rouge tous les jours au même endroit (vous oublierez pas, hein ?!). Evitez de faire autre chose que ce qu'on vous dit (c'est réactionnaire). Vous pourrez faire l'amour à votre conscience politique. Moi, j'avoue, que ça ne me satisfait pas. Pas de regrets pour moi, surtout, ça me ferait vomir. Patrick, irresponsable, touché par le fléau de la drogue.

Jean

Votre interdiction est réactionnaire

(...) Le fait d'interdire l'usage du hashish est tout à fait incompatible avec une orga révolutionnaire. Car c'est alors considérer ses militants comme « irresponsables ». C'est penser à leur place. C'est leur dénier toute personnalité. C'est finalement reproduire l'oppression de la bourgeoisie qui a fondé un système de lois et d'interdits ou tout est fait pour retenir les masses dans un état d'apathie complète et les empêcher de se réaliser. On

(...) Alors, le propre du hasch, c'est de « brouiller la pensée, d'interdire la réflexion suivie » ?

Parle pour toi, le sympathisant amerloque ! C'est dingue, cette manie de généraliser ses expériences personnelles... Désolé, j'suis pas d'accord... Moi, ça fait maintenant 5 ans que je me défonce et le haschish a toujours décuplé mes facultés. Je peux faire n'importe quoi, sous l'effet du shit (...)

« Presque à chaque fois qu'on rencontre un militant de la LCR (ou qu'on le lit) on assiste à une magnifique pirouette qui saute de quelque chose de bien concret (la drogue, l'alcool) à de brillantes abstractions telles que : « En tant que marxistes révolutionnaires nous devons dès maintenant construire l'« homme socialiste ». Eh bien, ras-le-bol !!! C'est peut-être pas original comme réflexion, mais ça dit bien ce que ça veut dire : ras le bol du théoricien se penchant doctement sur la souffrance, qu'engendre le désir refoulé, notamment chez une peuplade méprisée qui prolifère : « le spont ». Le diagnostic du savant est toujours le même : tendance chronique à préférer le « tout, tout de suite au dur lot du militantisme (...) que la drogue en tant que telle, ne soit pas subversive, on est bien d'accord. Mais, ce qu'il faudrait pas nier, c'est que sa consommation n'est due qu'à un phénomène de rejet de la société. Et pourquoi pas, en plus, du militantisme. Ce phénomène là, observé politiquement dans toute sa dynamique, possède de réelles potentialités subversives (...)

Ex. G.

pense pour elles (c'est ça l'idéologie dominante). On agit pour elles, ainsi on les exploite d'autant mieux.

Moi, j'affirme que c'est interdire l'usage du hasch aux militants qui est réactionnaire. C'est traiter ceux-ci en gosses qu'on dresse et qu'on éduque, c'est en fait reproduire les schémas de la bonne vieille cellule familiale (bourgeoise) ! Ce qui se cache derrière les condamnations de ceux qui veulent interdire le hasch, c'est un jugement moral qui se déguise en jugement politique (...)

Jean, sympathisant, spont.

les temps modernes

Des violeurs devant les assises

En avril dernier, à Colmar, une jeune fille de 18 ans était insultée, frappée et violée pendant plusieurs heures par quatre hommes et une femme, au cours d'une fête. La jeune femme, défendue par une avocate de « Choisir » avait porté plainte et demandé l'incompétence du tribunal correctionnel de Mulhouse. Celui-ci s'étant déclaré incompétent, la cour d'appel de Colmar vient de confirmer cette décision d'incompétence.

Les auteurs du viol devront comparaître devant la Cour d'assises du Haut Rhin.

Provocation policière au « Petit Bar »

Au « Petit Bar », 34 rue du roi de Sicile à Paris, les époux Lebrez luttent toujours pour que le promoteur qui a racheté et cassé l'immeuble leur verse les 32 millions qu'il leur doit depuis qu'il a été condamné en justice.

M^r Lebrez descend, un fagot brandit un couteau et provoque M^r Lebrez en l'invitant à s'armer. Dans l'énervement et pour se protéger, M^r Lebrez prend un couteau et tient les provocateurs en respect. Mme Lebrez appelle la police — qui ne vient pas — elle la rappelle. La police finit par arriver, refuse de poursuivre les provocateurs. Au contraire, elle s'étonne de ce que M^r Lebrez soit armé. Le ton monte, les flics empoignent Mme Lebrez (des hématomes et ecchymoses seront constatés à l'hôpital). Les Lebrez se retrouveront finalement au poste. Là, Mme Lebrez aura une défaillance nerveuse et tombera évanouie. Elle apprendra en revenant de l'hôpital que les policiers ont porté plainte pour insultes à agent.

Alors ? Il est clair que la police est à l'affût de la moindre provocation. Il serait bien pratique de condamner les Lebrez pour un délit quelconque, ce qui leur ferait perdre le bénéfice de l'action en justice. Les promoteurs sont bien protégés !

Mais, le 19 août, le « Petit Bar » étant fermé pour cause de décès (la mère de M^r Lebrez), un groupe de provocateurs habituels, fagotiers notoires s'en prenant régulièrement au Petit Bar, sont venus piaffer devant la vitrine : « ils vont crever », « il y en a un qui est mort »...

La paille tue

Il y a déjà plus d'un mois que la Soufrière a commencé à faire parler d'elle, pour tant ces derniers jours encore les réfugiés ne disposaient que d'un lit pour dix... Brusquement, lundi vers trois heures du matin, on se décide... tire du lit les chauffeurs du 1^{er} régiment du train de Monthléry pour transporter des lits pliants à Roissy.

Retour de perm., journée de travail à la paille : un chauffeur s'endort au volant de son camion et, en Seine et Marne, à quelques kilomètres de Nangis : UN MORT, un blessé mutilé à vie, les deux jambes broyées. Premières victimes de la Soufrière et... de la débilite meurtrière de la hiérarchie militaire.

Comité de soldats du 9^{ème} régiment de Hussards. Sourdun

Le Parisien: pleins feux sur les gonocoques

Dans le N^o d'hier du Parisien, sous le titre : « La Libéralisation galope », on apprend, que les maladies vénériennes font 10 fois plus de ravage, qu'il y a 10 ans. Une énorme photo orne la première page, où l'on peut voir des hommes et femmes complètement nus s'ébrouer dans un bassin. Le summum de la licence et du stupre...

Il faut bien trouver un bouc émissaire. Tenez, on l'a sous la main : « Hirsutes, dépenaillés, sans hygiène aucune, certains jeunes pour qui toute morale est abolie et toute pudeur risible, n'hésitent pas à transformer toute réunion commune en « communauté érotique ». Après le racisme anti-jeune, le racisme tout court. On est habitué, mais il faut le lire pour le croire : « L'ascension (celle des maladies vénériennes) ne s'est pas arrêté. On peut l'expliquer par la généralisation des mouvements de masse à travers le monde, pour les loisirs ou pour le travail ». Ce qui signifie en clair, que ce sont les touristes (loisirs) et les travailleurs immigrés (travail), qui déposent dans les vagins bleu-blanc-rouge les germes d'infection gonococciques. On

reste confondu, par la profondeur de la démonstration : « Les adolescentes utilisent de plus en plus la pilule et leurs jeunes partenaires masculins emploient de moins en moins de préservatifs ». Ah ! Où est-il le temps de la bonne vieille capote, qui protégeait contre la syphilis honteuse ?

Mais laissons là Le Parisien à son hystérie. Il est certain, que la dissolution de la structure familiale favorise des échanges sexuels de plus en plus nombreux et, par voie de conséquence, des risques de contamination des maladies vénériennes. Crier au « relâchement des mœurs » pour expliquer ce phénomène est absolument absurde. Il serait préférable d'insister sur la mise en place d'une politique préventive et de l'implantation de centres médicaux pratiquant une information complète et un dépistage systématique des maladies.

Le Parisien, lui, préfère écrire qu'« un simple baiser peut faciliter la transmission de germes infectieux ». On a beau savoir que ce journal est pourri, il nous étonne toujours.

Bernard Prades

TELEVISION

DEUX FASCISTES MINUSCULES ET LE SENS DE L'HISTOIRE

Mardi soir, TF 1 a diffusé la première émission d'une série intitulée : *Le sens de l'Histoire* dont il n'est pas inutile de présenter les deux juvéniles auteurs : M. Jacques Laurent pour la partie qui pense mais pas beaucoup et M. Jean Aurel pour la partie qui ne pense pas du tout.

Jean Aurel est un cinéaste qui a été oublié dès son premier film, il faut être TF 1 pour collectionner de telles momies. Jacques Laurent est un romancier assez connu sous un autre nom, intitulé Cécil Saint Laurent, il a éjaculé l'encre de cette série divine : *Caroline et la suite*. Sous son nom de citoyen respectable, il a écrit quelques livres sérieux que personne n'a lus et qui ont obtenu un ou deux simili-Goncourt. Nos deux momies se sont vu confier (au nom de quoi bon Dieu !) une série télévisée sur, donc, le sens de l'histoire. Et c'est pas triste.

Numéro 1 de cette somme, *La Fête*. Ach (et je pèse mes mots comme la suite va le montrer.) En introduction : « *la fête est une rupture volontaire dans le quotidien* ». Une scène des *Clowns* de Fellini illustre l'aphorisme. Qu'est-ce à dire ? Un exemple parmi d'autres : « *La première guerre mondiale se présente comme une fête, elle est violence unanime... elle procure un vertige enthousiaste qui entraîne dans une véritable fête aussi bien les français que les allemands.* » Admirons au passage la démonstration : la fête est une fête parce qu'elle entraîne les gens dans une fête. Fermez le ban ! Illustration de cette audace : on voit des documents d'époque, des soldats défilent avec des fleurs au canon du fusil, commentaire : « *d'ailleurs ils ont la fleur au fusil* ».

J'en passe, pas des meilleures, mais j'en passe ; venons-en à l'autre guerre, la deuxième guerre mondiale. On voit des documents d'époque : une grande cérémonie nazie à Nuremberg ; ça, ce n'est pas une fête, c'est M. Laurent qui tient à le préciser, pourquoi ? : « *Ces spectateurs n'assistent pas à la guerre, mais à une imitation de guerre, ce n'est pas de la vraie violence.* » Quand on sait que 14-18 est une fête, on ne doute pas que la vraie fête est à venir, et c'est bien ça : « *l'Europe brûle comme un grand feu* ».

Il existe malgré tout une corruption de la fête. « *Notre époque qui a perdu la naïveté nécessaire à la fête tente de la poursuivre dans le spectacle* ». Saint Cécil aurait lu Delord ? Fi donc, ce qu'il

reproche au spectacle, ce n'est pas d'être un cadavre, c'est d'être un divertissement de masse, et je n'invente pas la nuance de mépris qu'il y met.

Mais il y a, ouf, d'autres fêtes que la guerre. Il y a ce que M. Cécil appelle la fête-événement. Quoi t'est-ce ? Premier mai 1974 à Lisbonne, bande d'actualité de la manifestation, ça me paraît très beau (1). Mais non, ces gens-là se gorgent de l'instant présent, sont-ils heureux ? Ils croient au bonheur, fièvre produite par leur imagination du bonheur ». Bref ils se gourrent. Mais il n'y a pas que Lisbonne.

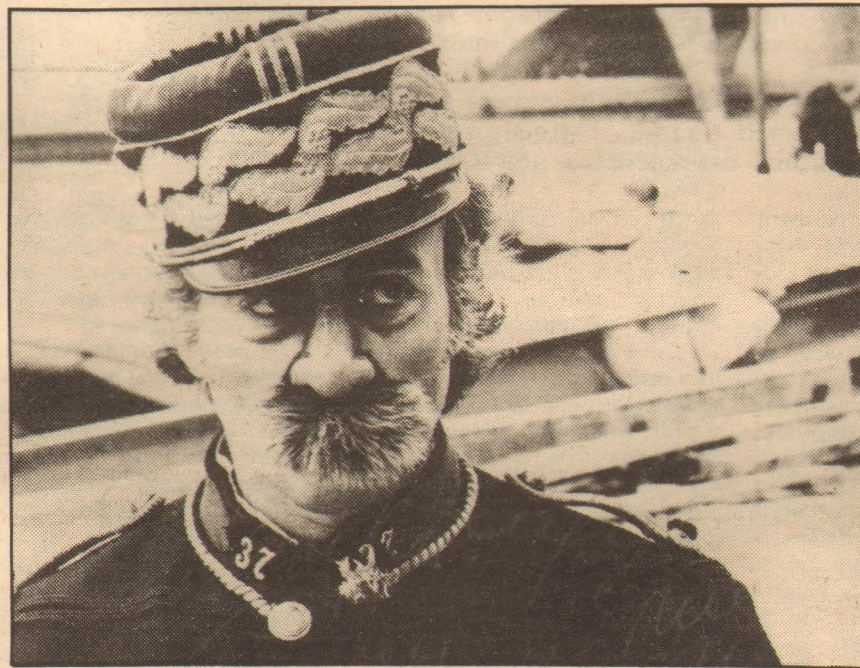
Savez-vous bien ce que signifie l'expression : « *Sous les pavés, la plage* » ? Elle veut dire : « *Eriger n'importe quoi en système* ». C'est M. Cécil qui traduit. Tous ces jeunes gens dans la cour de la Sorbonne, « *ils sont tentés d'utiliser un vocabulaire marxiste bien que dans toute société marxiste, on jetterait au goulag tous ceux qui se permettraient ces démonstrations.* » D'ailleurs, « *le bonheur futur de tous ne les intéresse pas, celui de courir tous les soirs à la fête leur suffit* ». Images là-dessus, celles d'un grenadage bien tassé sur le boulevard St Michel.

Il y en a comme ça des kilomètres ; la fête c'est : une chasse à courre une manif des Zengakuren au Japon, le bal des petits lits blancs, un tango, Mistinguett et ses gambettes, la foire du trône, un match de catch, les embouteillages du ler août à la Porte d'Italie, une corrida, ect... Et Jacques Laurent de s'attrister en conclusion : « *Alors vive la fête ?* ».

Quand ce sera la sienne en tout cas, oui. Elle ne va pas tarder. Jacques Laurent fait partie de cette école littéraire qui s'est elle-même appelée pour les besoins de la cause « les Hussards ». Nimier entre autres chevauchait avec ces gens là, Brasillach est un des papas dont ils sont orphelins. Depuis la libération ils vivent malheureux et, tant mieux, ils n'ont pas d'enfants. En outre, ils cassent leur pipe à une belle cadence. De parfaits zombies donc. N'empêche, quand la prochaine émission de la série sera annoncée, invitez vos copains, vous allez rigoler ; et après, vous casserez peut-être enfin votre télé.

Marc Corti

(1) Il est vrai que j'ai un préjugé favorable



77 revues mal-vues

DES MINEURS HAUTEMENT SURVEILLÉS

Les mineurs ont, dans notre belle société libérale, un pouvoir économique et financier considérable ; et s'ils ne s'en doutent pas les malheureux, il ne manque pas en ce pays de protecteurs de mineurs pour veiller sur le magot et en régulariser l'usage.

L'alibi est grossier, mais il marche. Aucun mineur par exemple, ou alors une très faible quantité, ne se précipitera au kiosque avec ses sous du dimanche ou la monnaie de l'épicier pour acheter *Le Nouvel Absolu*, sauf si c'est son père qui l'envoie. Une revue comme *Métal Hurlant* qui porte depuis sa création et très lisiblement la mention « pour adultes » semblait être immunisée contre des magouilles aussi grossières.

Depuis trois jours, *Libération* révèle une série de mesures de censure déguisées en protection des mineurs prises en catimini contre certaines publications en l'absence de leurs lecteurs habituels et souvent des intéressés eux-mêmes. Selon le rédacteur de *Libération*, 77 revues

auraient ainsi connues les affres de la moulinette. Et à la rentrée, ne les trouvant pas dans les kiosques, on se dira : « tiens les temps changent, *Métal Hurlant*, *Mormoil*, *Surprise*, *Le Nouvel Absolu*, *Don*, *Elle et Lui* etc... ne sont pas là, ça doit être la crise, ce papier qui est cher, ce pétrole qui fout le camp... » à quoi les protecteurs de mineurs qui nous maquent ajouteront que ça ne fait rien, qu'on a des idées, mais justement des idées il y en aura un peu moins sur nos rivages : que vont devenir *Métal Hurlant* ou *Surprise* où les idées foisonnent ?

Pour une revue de ce type dont les finances ne sont pas toujours florissantes et feraient s'esclaffer le citoyen Hersant, que signifie l'interdiction de la vente aux mineurs ? La pub en moins d'abord parce que l'interdiction à l'affichage va toujours avec. Ensuite des mesures autoritaires comme le non approvisionnement des points de vente les plus importants, la liberté laissée aux distributeurs de mettre ou non en vente,

les publications concernées, et comme ils ne sont pas tous des hardis défenseurs de la liberté d'expression...

L'ordre moral n'annonce pas toujours ses conquêtes au son des fanfares druonesques de triste mémoire, il semble même avoir compris que trop de triomphalisme ne lui sert à rien. Depuis les gaffes de l'interdiction de *Hara-Kiri Hebdo* pour cette superbe page, vous vous rappelez, « Bal tragique à Colombey, un mort ! », de la censure de la revue *Sexpol* pour ses petites annonces jugées un peu trop libres, les chevaliers de la cisaille aux tristes figures travaillent en douce, la société libérale s'avance masquée : il y a eu récemment la législation sur les films pornos qui impliquait un surcroît de fiscalité pour certaines productions qu'aucune catégorie économique juridique, esthétique ou autre ne serait définir, il y a maintenant ce coup-bas dévastateur. Nous en reparlerons.

M. Corti

TELEVISION

TF 1

- 12.30 Le francophonissime
- 13.00 Journal
- 13.35 Les portes de la nuit (1946)
Dans ce film de Marcel Carné, tiré d'un ballet de Jacques Prévert, Yves Montand faisait ces débuts. Destin, un clochard prédit à Diego qu'il va rencontrer « la plus belle fille du monde »...
- 15.15 L'imagination au galop
- 18.20 Pour les jeunes
- 19.20 Actualités régionales
- 19.40 Une minute pour les femmes
- 19.45 Le village englouti (feuilleton)
- 20.00 Journal
- 20.30 Faits divers n° 3 Attila
- 21.30 Hays, l'Amérique bien tranquille
Un reportage suisse qui rompt avec la vision lénifiante qui a été donnée des USA à l'occasion du bi-centenaire. Trois valeurs : Dieu, le travail et l'argent.
- 22.40 Jazz à Juan
- 23.10 Journal

A 2

- 15.00 Flash d'information
- 15.05 Aujourd'hui madame
- 15.55 Mission impossible (série américaine)
- 16.45 La mer et les hommes
Branle-bas de combat d'hier
- 17.15 Ma sorcière bien-aimée (série américaine)
Ne confondez pas avec Ma femme est une sorcière, de René Clair. Rien à voir.
- 17.45 Vacances animées
- 18.15 Ce jour-là, j'en témoigne
15 février 1943
- 18.40 Le palmarès des enfants
- 18.55 Des chiffres et des lettres
- 19.20 Actualités régionales
- 19.40 Bonjour Paris (feuilleton)
- 20.00 Journal
- 20.30 Le grand échiquier
Les téléspectateurs composent la soirée. Une émission réalisée, paraît-il, à partir des demandes diverses de 150 000 téléspectateurs. Résultats : les violoneux écossais, Raymond Devos, Jacques Brel, Georges Brassens, Léo Ferré, Felix Leclerc, Gilles Vigneault, Régine Crespin et Martine Arroyo, Mikis Théodorakis, Yves Montand... et quelques autres...
- 23.30 Journal

FR 3

- 19.05 Etranger, d'où viens-tu (feuilleton)
- 19.20 Actualités régionales
- 19.40 Les osmond brothers (dessin animé)
- 19.55 Flash Journal
- 20.00 Les jeux de l'été
- 20.30 Cinéma d'hier
La crise est finie (1934)
Marrant et curieux de « lire » ce film en contre-point de l'actualité de l'époque...
- 21.50 Journal

RADIO

FRANCE-MUSIQUE - M.F.

- 21.30 Festival de Salzbourg
Berg, Pfitzner, Strauss et Wolf
- FRANCE-CULTURE - M.F.
- 20.00 « Un brave homme »
D'après une nouvelle d'Upton Sinclair. Adaptation de Gilbert-Maurice Duprez

BULLETIN D'ABONNEMENT

A découper ou recopier et à renvoyer à l'adresse suivante : JOURNAL ROUGE « SERVICES ABONNEMENT » 2 RUE RICHARD LENOIR A MONTREUIL 93 100

NOM	PRENOM	N°
RUE		
VILLE	CODE POSTAL	
TARIF ABONNEMENT NORMAL (encadrer la mention utile)		
	FRANCE	COLLECTIVITES ETRANGER
3 MOIS	80 F	130 F
6 MOIS	150 F	250 F
1 AN	300 F	500 F

TARIF ABONNEMENT VACANCES (encadrer la mention utile)

PERIODE CHOISIE	Du..... au.....	FRANCE	ETRANGER
15 JOURS		20 F	33 F
1 MOIS		40 F	65 F
2 MOIS		60 F	100 F

(Avion et pli fermé, écrire au journal)
POUR LES ABONNEMENTS VACANCES, SI VOUS ETES DEJA ABONNES, INDIQUER LE NUMERO FIGURANT SUR LA BANDE D'ENVOI OU JOINDRE CELLE-CI (STRICTEMENT INDISPENSABLE)
N° DE LA BANDE D'ENVOI
Compter un délai de 8 jours pour obtenir un abonnement ou un changement d'adresse.
LES CHEQUES D'ABONNEMENTS SONT A L'ORDRE DE DANIEL BENSARD.

De nombreux chèques de soutien nous sont parvenus durant ces mois d'été. En raison des vacances ces chèques n'ont pas encore été comptabilisés. Nous reprendrons donc les listes de souscription dès le début septembre.

Chèques à libeller à l'ordre de Pierrette Chenot et à envoyer à l'adresse du journal.
CCP Paris 4 501 42 R



Voyage au centre des Amériques

2) Le Guatemala ou l'utilisation politique du tremblement de terre

L'aéroport ultra-moderne de Ciudad-Guatemala, construit avec des capitaux américains prêtés dans le cadre de l'Alliance pour le Progrès (voir article précédent), n'a que peu souffert du tremblement de terre (Janvier 76). Construit pour être une plaque tournante du réseau latino-américain des Pan American Airways, il a mieux résisté aux secousses telluriques que les habitations des quartiers pauvres ou modestes de la ville...

Mais, ce sont avant tout les paysans pauvres, indigènes de l'altiplano qui ont été victimes du tremblement de terre. Cinq mois après avoir tout perdu dans leurs villages détruits et sous leurs maisons effondrées, la plupart attendent encore dans les campagnes de fortune qu'une aide leur soit accordée.

Beaucoup se sont résignés : malgré la faim, les blessures et les épidémies, nombreuses sont les familles qui ont entrepris la « reconstruction » de leur propre maison, avec ce qu'elles avaient sous la main : planches, gravats, cartons et chiffons. Tristesse et laideur d'une misère dont la mort est la seule limite...

Il en est pourtant pour qui le tremblement de terre a été une bonne affaire. En quatre mois s'est développée aux abords des villes une spéculation effrénée sur les terrains. De même sur les logements restés intacts - dont les loyers se sont multipliés par deux, trois, quatre parfois.

Quant aux produits de première nécessité, de consommation populaire quotidienne, leurs prix ont en moyenne doublé. Mais le symbole de toute cette situation, la quintessence du scandale, s'appelle le comité national de reconstruction (CNR).

Dans un pays où un million de personnes (soit 1/5^e de la population) a été affecté par le cataclysme et où une partie de l'infrastructure économique a été détruite, le rôle du comité national de reconstruction est évidemment décisif. Les décisions prises par un tel comité, par les priorités qu'il peut déterminer, pèseront d'un grand poids dans l'ensemble de l'activité économique du pays. De plus, ce comité est chargé du rassemblement et de la répartition des fonds reçus de l'étranger pour aider les sinistrés - un pactole !

Le CNR, avant même de pouvoir agir est donc devenu un enjeu pour tous les groupes de pression et les groupes politiques qui gravitent autour du pouvoir à Guatemala-City.

L'actuel président du Guatemala est un certain général du nom de Langerud. Il appartient à un secteur dit « modéré » de l'armée guatémaltèque ; « modération » toute relative d'ailleurs. En fait Langerud est seulement modéré par rapport à son prédécesseur Arana, fasciste avoué et homme des bandes d'extrême-droite qui ont à leur actif plusieurs milliers de morts ces dernières années...

L'« élection » de Langerud en 1974, fut le fruit d'un accord entre Arana, président sortant et cette extrême-droite d'une part et ces secteurs dits « modérés » de l'armée de l'autre, préoccupés sur les conseils de Washington, de donner au régime guatémaltèque un visage moins repoussant.

Le pouvoir et ses à-côtés n'étant pas chose facile à partager, l'accord fut vite rompu après que Langerud ait été élu. Les secteurs importants de l'oligarchie liés à Arana et à l'extrême-droite retirèrent alors leur

appui au nouveau président. Isolé, sans autre solide base d'appui que le secteur de l'armée dont il était issu, Langerud recherchait à la veille du tremblement de terre de nouveaux soutiens, notamment au sein du mouvement « coopérativiste » qu'il se proposait de développer dans les campagnes.

Placé dans une situation difficile, Langerud a vu dans le tremblement de terre un don du ciel : il allait pouvoir se convertir en un héros populaire de la reconstruction nationale.

Telle est, avant tout, la mission qu'il a assigné au CNR...

Arana et l'extrême-droite ont compris les dangers que com-

porte un tel projet pour leur avenir politique. Une bataille sans merci s'est alors engagée pour le contrôle du comité national de reconstruction.

Cette bataille a commencé le jour même du tremblement de terre. Alors que la panique était à son comble pour des centaines de milliers de guatémaltèques qui venaient de tout perdre, alors qu'il fallait enterrer des dizaines de milliers de cadavres, un « comité d'urgence nationale » a été créé. Pendant deux mois, les hommes de Langerud et ceux d'Arana s'y sont affrontés, paralysant totalement ce comité.

Il fut donc dissout par Langerud qui créa alors le CNR, pensant marquer là un

point décisif sur ses adversaires. Peine perdue, le CNR est aujourd'hui encore aussi paralysé et inefficace que le feu « comité d'urgence ».

Seules victimes de cette sordide bataille, un million de sinistrés, sans abris solide, sans travail et sans ressource attendent toujours les aides promises, tandis que Langerud affirme sans complexe que le Guatemala est « déjà debout »...

Certains pourtant ne sont pas complètement résignés. Des familles ont occupé des terres inutilisées, de grandes propriétés comme à Chinantla. A Ciudad-Guatemala, des terrains bordant le nouveau périphérique ont été également occupés. Mais ces

terrains appartiennent à Arana qui les avait achetés lorsqu'il était président, juste avant de décider la construction de ce boulevard périphérique, financé lui aussi par l'Alliance pour le Progrès... Il a donc envoyé des bandes armées déloger les nouveaux occupants et assassiner Andrade le dirigeant de ces occupations de terres. Langerud, bien sûr, a fermé les yeux.

D'ailleurs, malgré les affrontements pour le contrôle du CNR, une collaboration discrète - pour l'intérêt de l'Etat guatémaltèque dit-on sans rire à Ciudad-Guatemala - n'a jamais cessé entre les hommes de Langerud et ceux d'Arana.

Les uns et les autres ont profité de la confusion générale qui a suivi le tremblement de terre pour liquider physiquement un grand nombre d'opposants potentiels dans les prisons et les campagnes.

A défaut d'être un « héros de la reconstruction nationale », Langerud sera peut-être un « héros de la pacification nationale » comme le fut en son temps Arana...

Cette collaboration entre les deux « héros » pourrait prochainement s'étendre à un accord sur le contrôle du comité national de reconstruction qui sortirait alors de sa paralysie actuelle...

En pratique pourtant, rien ne changera. Les caisses du CNR alimentées par les dons et les prêts internationaux, auront déjà été vidées. Les bandes d'Arana et celles de Langerud, se seront, en vertu de l'accord, partagées le butin. Dans l'intérêt supérieur de l'Etat guatémaltèque bien sûr...

JP Beauvais

Demain : Le Nicaragua, patri-moine familial des Somoza.

